



Services Techniques
CL/AF
N° 270 / 2022

ARRETE DU MAIRE

PRIS LE 07 NOV. 2022

OBJET : Branchement tout à l'égout – 11 avenue Kellermann.

Le Maire de Soisy-sous-Montmorency,
Vice-président délégué du Conseil départemental du Val d'Oise,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2122-24, L2212-1, L2213-1 et suivants,

VU le code de la route en vigueur et notamment les articles R411-1 et suivants, R417-10,

VU l'article R610-5 du Code Pénal,

VU les décrets 2001-250 et 2001-251 du 22 mars 2001 modifiant le code de la route,

VU l'arrêté interministériel du 16 mai 2001 portant modification de l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

VU l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 portant modification de l'arrêté interministériel du 15 juillet 1974, relatif à la signalisation temporaire,

VU l'avis favorable de la direction des routes du Conseil Départemental en date du 24 octobre 2022,

CONSIDERANT la demande de la société ADME/TP 71 rue Jacques Verniol 95370 MONTIGNY-LES-CORMEILLES concernant un branchement tout à l'égout pour la propriété du 11 avenue Kellermann, pour le compte de Monsieur Sidi Mohamed ABDI,

CONSIDERANT qu'il appartient à l'autorité municipale de prendre toutes les mesures nécessaires en vue d'assurer la sécurité, ainsi que de bonnes conditions de circulation et de stationnement.

ARRETE

Article 1 : Du 9 novembre 2022 au 25 novembre 2022, la société ADME/TP est autorisée à procéder au branchement tout à l'égout pour la propriété situé au 11 avenue Kellermann. Les horaires de chantier seront adaptés au trafic routier ; les travaux s'effectueront de 9h00 à 16h00.

Article 2 : Pour des raisons de sécurité et de trafic, la société ADME/TP est autorisée à intervenir la nuit du 9 au 10 novembre entre 21h00 et 6h00.

Article 3 : La circulation sera réduite en demi-chaussée et un alternat feux tricolores sera mis en place.

Article 4 : Le stationnement sera interdit entre le 9 et le 11 avenue Kellermann et selon l'avancement du chantier.

Article 5 : La vitesse des véhicules sera limitée à 30 km/h aux abords du chantier.

Article 6 : L'entreprise devra utiliser des véhicules équipés de signalisation pour les chantiers mobiles ainsi que des équipements individuels de protection pour les agents travaillant sur la voie publique, lors des travaux et selon les normes en vigueur.

Article 7 : La reprise définitive de la traversée de chaussée devra respecter scrupuleusement les recommandations du Conseil Départemental :

- Fondation en grave ciment sur 0.30m d'épaisseur + 0.15m épaisseur de grave bitume.
- Enrobé BBSG/10 sur 2 x 0.04m épaisseur pour une largeur totale minimum de 1.00m.
- Fermeture de l'enrobé par joints émulsionnés avec porphyre 0/2 à chaud.

En attendant la reprise définitive, la traversée de chaussée devra être mise à zéro au moyen d'enrobé à froid.

Article 8 : Les fouilles sous chaussée seront refermées le soir. Les fouilles sous trottoir seront balisées et un cheminement piéton protégé sera mis place et assuré en toutes circonstances et une déviation pourra être mise en place le cas échéant, en accord avec les services municipaux. Les enrobés seront pris en pleine largeur.

Article 9 : Les trottoirs devront rester accessibles aux piétons et aux personnes à mobilités réduites. Dans le cas où la circulation des piétons ne pourrait être maintenue sur le trottoir, celle-ci sera reportée sur le trottoir opposé aux travaux, une déviation adaptée devra être mise en place.

Article 10 : La protection et la circulation des piétons et des personnes à mobilité réduite, la signalisation conforme au code de la route et son entretien, nécessaires à la mise en œuvre de ces dispositions, l'affichage du présent arrêté sur le chantier, seront effectués par la société ADME/TP sous le contrôle des services techniques municipaux.

Article 11 : Des panneaux d'information de chantier seront mis sur place par l'entreprise chargée des travaux, 48 heures à l'avance, avant tout commencement des travaux. Pour chaque chantier, le lieu, la nature, la date de début des travaux ainsi que la durée prévisible seront affichés sur place conjointement au présent arrêté.

Article 12 : L'entreprise aura à sa charge la mise en œuvre et le maintien en état de la signalisation réglementaire et prendra les mesures nécessaires afin de laisser le domaine public propre durant la période du chantier.

Article 13 : Dans le cas où il serait constaté un manquement au niveau de la sécurité par la commune, celle-ci pourra faire arrêter le chantier immédiatement, dans l'attente d'une remise en conformité du chantier.

Article 14 : La société reste responsable des accidents et dommages susceptibles de se produire aux abords et sur le chantier. Toute dégradation du domaine public (trottoir, chaussée, mobilier urbain et autres) sera prise en compte par la société.

Article 15 : Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur et les véhicules en stationnement gênant seront mis en fourrière aux frais et risques des contrevenants

Article 16 : La directrice générale des services de la ville, la directrice des services techniques, le commissaire de police de la circonscription de Montmorency - Enghien-les-Bains, le responsable de la police municipale de Soisy-sous-Montmorency, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire sera adressé à la société ADME/TP.

François ABOUT,

Conseiller municipal,
Délégué aux travaux.



Transmis en Sous-Préfecture de Sarcelles le : _____

Mis en ligne et/ou notifié le : **08 NOV. 2022**

Acte rendu exécutoire en vertu des articles L 2131-1 et L 2131-2 du CGCT. Le **08 NOV. 2022**

La présente décision administrative peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise dans le délai de deux mois à compter de la date du « rendu exécutoire » mentionnée sur le présent acte.